

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Procédure adaptée passée en application des articles R. 2123-1 3° et R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique (services sociaux et autres services spécifiques)

Référence :
GF7P501

Gestion des aires d'accueil des gens du voyage, médiation et animation auprès des familles des gens du voyage

C3C Développement et
Services à la Population

Direction de la Politique de la
Ville, du Renouvellement
urbain et du Logement

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de remise des offres :

Le 25 juillet 2025 à 17h00

VISITE OBLIGATOIRE LE 1^{er} JUILLET 2025

**REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE
OBLIGATOIRE**

Table des matières

ARTICLE 1 - ACHETEUR PUBLIC	4
1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public	4
1.2 - Type d'acheteur public	4
1.3 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Description.....	4
2.1.1 - <i>Objet de l'accord-cadre.....</i>	4
2.1.2 - <i>Type de marché et d'accord-cadre</i>	4
2.1.3 - <i>Division en lots</i>	5
2.1.4 - <i>Décomposition en tranches.....</i>	5
2.1.5 - <i>Exécution par marchés subséquents.....</i>	5
2.1.6 - <i>Lieu d'exécution des prestations</i>	5
2.1.7 - <i>Nomenclature communautaire pertinente (CPV).....</i>	5
2.1.8 - <i>Variantes.....</i>	6
2.1.9 - <i>Prestations supplémentaires éventuelles.....</i>	6
2.1.10 - <i>Options.....</i>	6
2.2 - Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution.....	6
ARTICLE 3 - PROCEDURE.....	6
3.1 - Type de procédure.....	6
3.2 - Obtention des documents contractuels et documents additionnels	7
3.2.1 - <i>Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)</i>	7
3.2.2 - <i>Modalités d'obtention du DCE</i>	7
3.4 - Date et heure limites de réception des offres.....	8
3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation	8
3.6 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre	8
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION	8
4.1 - Candidature initiale	8
a) <i>Statut juridique – éléments requis</i>	9
b) <i>Capacité économique et financière – éléments requis.....</i>	9
c) <i>Capacité technique et professionnelle – éléments requis.....</i>	9
4.2 - Candidature finale	10
4.3 - Accès aux documents justificatifs et moyens de preuve.....	11
4.4 - Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre	11
4.5 - Marché réservé.....	11

4.6 - Conditions particulières	11
4.6.1 - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?.....	11
4.6.2 - Conditions particulières d'exécution (article L. 2112-2 à L. 2112-4 du Code de la Commande Publique)	11
4.6.3 - Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de l'accord-cadre	11
 ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES.....	 12
5.1 - Critères d'attribution	12
5.2 - Négociation	14
 ARTICLE 6 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	 15
6.1 - Documents à fournir par le candidat (enveloppe unique)	15
6.1.1 - Pièces de la candidature	15
6.1.2 - Pièces de l'offre.....	15
6.1.3 - En cas de sous-traitance	15
6.2 - Modalités de remise des offres	15
6.3 - Signature de l'offre	17
 ARTICLE 7 - PROCEDURES DE RECOURS	 17
 ARTICLE 8 - DONNEES PERSONNELLES.....	 18

Article 1 - Acheteur public

1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : Communauté urbaine du Grand Reims

Personne habilitée à le représenter : Monsieur le Président de la Communauté urbaine du Grand Reims, ou son représentant délégué.

La personne déléguée par arrêté est Monsieur Mario Rossi, Vice-Président, en vertu de l'arrêté CUGR-SA-2024-17 du 30 janvier 2024, sous réserve de changement ultérieur par décision de l'acheteur public.

Adresse : CS 80036

Code postal : 51722

Localité/Ville : Reims cedex

Tél : + 33 326777330

1.2 - Type d'acheteur public

Établissement public de coopération intercommunale.

1.3 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

<https://marches.grandreims.fr> – Rubrique : Questions

Article 2 - Objet de la consultation

2.1 - Description

2.1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la gestion des aires d'accueil des gens du voyage ainsi que la médiation et l'animation auprès des familles des gens du voyage.

La description des prestations est faite dans le CCTP de chacun des lots.

2.1.2 - Type de marché et d'accord-cadre

Lot 1 : Marché ordinaire de services.

Lot 2 : Accord-cadre composite mono-attributaire de services.

2.1.3 - Division en lots

L'accord-cadre se décompose en deux (2) lots, à savoir :

Lot	Intitulé
1	Gestion et entretien des aires d'accueil des gens du voyage
2	Médiation et animation auprès des familles des gens du voyage

Le candidat a la possibilité de soumissionner pour tous les lots.

2.1.4 - Décomposition en tranches

Sans objet.

2.1.5 - Exécution par marchés subséquents

Le lot 1 du présent accord-cadre est un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire, par application du montant annuel indiqué dans l'acte d'engagement.

Le lot 2 est un accord-cadre « composite », correspondant pour partie à un marché ordinaire (concernant les prestations réalisées auprès des familles occupant les aires d'accueil Reims/La Neuville et Bétheny ainsi que l'aire de grands passages du Moulin de la Housse) et pour partie à un accord-cadre à marchés subséquents. Les prestations de la partie à marchés subséquents concernent la médiation et l'animation auprès des familles des gens du voyage occupant les aires qui seraient ouvertes en cours d'exécution.

La partie accord-cadre du lot 2 donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-9 du code de la commande publique. Lors de la survenance des besoins, le titulaire sera invité par voie électronique à compléter par écrit son offre initiale en fournissant un devis détaillé et tout document demandé dans les délais qui lui seront indiqués.

La partie accord-cadre à marchés subséquents du lot 2 est conclue sans minimum et avec un maximum de 20 000 euros HT sur la durée totale de l'accord-cadre. La partie forfaitaire du lot 2 sera rémunérée par application du prix global et forfaitaire annuel indiqué dans l'acte d'engagement.

2.1.6 - Lieu d'exécution des prestations

Territoire de la Communauté urbaine du Gand Reims.

2.1.7 - Nomenclature communautaire pertinente (CPV)

Lot	Code CPV	Description
Lot 1	55221000-5	Services d'aire de caravanage.
	55200000-2	Campings et autre hébergement non hôtelier.
	55220000-8	Services de terrain de camping.
Lot 2	85300000-2	Services d'action sociale et services connexes.
	85320000-8	Services sociaux.

2.1.8 - Variantes

- Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes « libres » (article R. 2151-8 du Code de la Commande Publique) ne sont pas autorisées.

- Variantes à l'initiative de l'acheteur

Il n'est pas prévu de variantes « imposées » (article R. 2151-9 du Code de la Commande Publique) au présent accord-cadre.

2.1.9 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.1.10 - Options

Concernant le lot 1, il existe une option au sens du droit communautaire, à savoir d'éventuelles prestations susceptibles d'être effectuées dans le cadre de marchés de prestations similaires, par exemple en cas d'ouverture de nouvelles aires en cours d'exécution.

Sans objet pour le lot 2.

2.2 - Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification.

Les prestations seront exécutées pour une durée allant du 6 janvier 2026 au 8 janvier 2030. Le titulaire disposera du temps entre la notification et le début d'exécution pour appréhender la mise en place des prestations, et notamment les démarches relatives à la reprise de personnels.

Sans préjudice des dispositions des articles 38 et suivants du CCAG-FCS, il est résiliable à la date du 6 janvier de chaque année, par décision de l'acheteur public notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours. Cette dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Concernant la partie à marchés subséquents du lot 2, les marchés subséquents conclus avant la date d'effet de la dénonciation de l'accord-cadre demeurent exécutables. Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Toutefois, la durée d'exécution des prestations ne pourra se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 3 - Procédure

3.1 - Type de procédure

Procédure adaptée passée en application des articles R. 2123-1 3° et R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique (services sociaux et autres services spécifiques).

3.2 - Obtention des documents contractuels et documents additionnels

3.2.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe pour chacun des lots :
 - Annexe n°1 : Répartition des prestations en cas de groupement ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chacun des lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Sécurisation des données personnelles ;
 - Annexe n°2 : Reprise du personnel (pour le lot 1 uniquement)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot n°1 et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plans par aire ;
 - Annexe n°2 : Tarifs des aires
 - Annexe n°3 : Convention de mise à disposition des aires
 - Annexe n°4 : Règlement intérieur des aires
 - Annexe n°5 : Convention d'occupation de l'AGP
 - Annexe n°6 : Convention d'accès aux déchetteries communautaires – Accès aux professionnels
 - Annexe n°7 : Liste des déchetteries et jours et heures accessibles aux professionnels
 - Annexe n°8 : Grille tarifaire de l'accès des professionnels en déchetteries
 - Annexe n°9 : Protocole de sécurité déchetteries - Accès aux professionnels
 - Annexe n°10 : Liste des déchets professionnels
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot n°2 et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plans détaillés par aire ;
 - Annexe n°2 : Horaires, astreintes et fermetures éventuelles
 - Annexe n°3 : Tarifs des aires
 - Annexe n°4 : Règlement intérieur des aires
 - Annexe n°5 : Convention d'occupation de l'AGP
- Le formulaire DC1 pré-rempli ;
- Le formulaire DC2 pré-rempli ;
- Le formulaire DC4 pré-rempli.

3.2.2 - Modalités d'obtention du DCE

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé via la plateforme de dématérialisation à l'adresse internet suivante :

<https://marches.grandreims.fr>

Un « guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » est mis à sa disposition sur le site dans la rubrique « aide ».

Les opérateurs économiques peuvent accéder librement au DCE sur le profil d'acheteur de la Communauté Urbaine du Grand Reims sans avoir besoin de renseigner préalablement leur identité. Leur inscription est facultative et gratuite.

Il est cependant recommandé aux entreprises de s'identifier lors du téléchargement du DCE afin qu'elles soient directement informées par mail de toutes modifications de la consultation.

Lors du téléchargement des documents, le candidat peut notamment indiquer le nom et le prénom de la personne physique téléchargeant les documents ainsi qu'une adresse électronique (courriel). Ces indications lui permettront de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées au cours de cette procédure, en particulier les éventuelles modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.

3.3 - Visite sur site

Pour les lots 1 et 2, une visite obligatoire est programmée le 1^{er} juillet 2025 de 8H30 à 12H :

- Lieu de rendez-vous (8h30) : aire de la Neuville - 113 route nationale, à Reims. Les candidats sont attendus sur place et devront s'organiser pour être véhiculés ;
- Puis visites des aires de Betheny et de grand passage.

La confirmation de présence à la visite se fera par retour de mail avant le 30 juin 2025 à 14 heures auprès de Mme Angélique CHAUFFERT – angelique.chauffert@grandreims.fr.

A l'issue de la visite, une attestation de visite devra être signée par les candidats.

3.4 - Date et heure limites de réception des offres

Le 25 juillet 2025 à 17h00

3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation

Français.

3.6 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Cinq (5) mois à compter de la date limite de réception des offres

Article 4 - Conditions de participation

4.1 - Candidature initiale

Le candidat est invité à indiquer les renseignements concernant sa situation, ses justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique et les renseignements nécessaires pour évaluer son aptitude à exercer l'activité professionnelle, sa capacité économique et financière et ses capacités techniques et professionnelles.

Il est fortement recommandé aux candidats de répondre via le Document Unique de Marché Européen (DUME) comme l'autorise l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique.

Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui permet de candidater aux marchés publics de la Ville de Reims ou de la Communauté urbaine du Grand Reims.

Les candidats peuvent renseigner leurs DUME en se rendant sur le profil d'acheteur de la Collectivité <https://marches.grandreims.fr> et en choisissant le DUME comme modalité de réponse pour la candidature.

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

Le DUME se remplit sur la base du numéro SIRET et permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux)
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il appartient aux candidats de compléter les autres informations.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Le DUME devra être rédigé en français.

Les candidats peuvent également utiliser les formulaires DC1 et DC2 (fournis dans le dossier de consultation ou disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), pour présenter leur candidature ou bien, répondre sur papier libre à l'ensemble des exigences prévues ci-dessous, en n'omettant pas de joindre les documents à annexer en cas de besoin.

Le candidat doit donc joindre à sa candidature les éléments suivants :

a) Statut juridique – éléments requis

- Une lettre de candidature détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

b) Capacité économique et financière – éléments requis

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

c) Capacité technique et professionnelle – éléments requis

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

A noter : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre.

Pour les sociétés candidates nouvellement créées : Les sociétés candidates nouvellement créées se trouvant dans l'incapacité de produire, dans leur dossier de candidature, les pièces et références requises dans le présent règlement de consultation sur plusieurs années peuvent justifier de leurs capacités par tout autre moyen et notamment tout document considéré comme équivalent. Les entreprises nouvellement créées peuvent notamment produire le ou les document(s) prouvant leur date de création **et/ou** une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalité des entreprises pour justifier de leur existence **et/ou** une déclaration appropriée de banque **et/ou** une présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

Remarque : Les candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application de l'article 4.1 du présent RC.

4.2 - Candidature finale

Afin de fournir aux candidats une information complète, et de leur permettre librement d'anticiper une éventuelle attribution de l'accord-cadre, sont communiqués ci-dessous les éléments de candidature finaux exigibles que du seul attributaire de l'accord-cadre, au terme de l'analyse des offres.

Toutefois, il est loisible aux candidats de les fournir au stade initial de la procédure s'ils le souhaitent.

Ces éléments sont les suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur
- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (URSSAF, MSA, RSI...) datant de moins de 6 mois et attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code.
- Une attestation d'assurance présentant la nature et l'étendue des garanties, en cours de validité (responsabilité civile professionnelle).
- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société, le cas échéant.

Si l'attributaire n'est pas français, doivent être remis les éléments suivants :

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (candidat établi hors de France, salariés étrangers...)
- Si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français.

4.3 - Accès aux documents justificatifs et moyens de preuve

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir l'ensemble des documents justificatifs et moyens de preuves mentionnés aux articles 4.1 et 4.2 du présent Règlement de la Consultation que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat précise :

- Les documents pouvant être obtenu par ce biais.
- Les modalités d'accès et de consultation de ce système électronique de mise à disposition ou de cet espace de stockage numérique.

Conformément à l'article R.2143-14 du Code de la Commande Publique, si ces documents justificatifs et moyens de preuve ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qu'ils sont toujours valables au moment de la candidature, les candidats ne sont pas tenus de les fournir à nouveau. Ils devront toutefois préciser :

- Les documents pouvant être obtenus par ce biais.
- L'identification de la consultation lors de laquelle les pièces concernées ont été remises.

Par ailleurs, l'accès à l'ensemble de ces documents doit être gratuit.

Conformément à l'article L.113-13 du Code des relations entre le public et l'administration, lorsque des documents justificatifs et moyens de preuves demandés par l'acheteur peuvent être obtenus auprès d'une autre administration listée à l'article D114-9-1 de ce même code, les candidats peuvent transmettre une attestation sur l'honneur justifiant de l'exactitude des informations déclarées et qui se substituera à la production de ces pièces.

L'acheteur public se chargera d'obtenir ces documents justificatifs et moyens de preuves, directement auprès des administrations chargées de la mise à disposition des données.

4.4 - Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre

Sans exigence particulière.

4.5 - Marché réservé

Sans objet.

4.6 - Conditions particulières

4.6.1 - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

Non ☒ Oui ☐

4.6.2 - Conditions particulières d'exécution (article L. 2112-2 à L. 2112-4 du Code de la Commande Publique)

Non ☒ Oui ☐

4.6.3 - Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de l'accord-cadre

Non ☐ Oui ☒ dans le cadre de l'offre.

Article 5 - Jugement des offres

5.1 - Critères d'attribution

Lot n°1

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1 – Valeur technique de l'offre (50 points)

Ce critère sera analysé sur la base du Mémoire justificatif de l'offre (MJO) du candidat précisant les éléments suivants (le détail de chaque sous-critère figure dans le MJO) :

- La gestion humaine et la méthodologie administrative (20 points)
- La gestion humaine et la méthodologie concernant l'entretien et la maintenance (20 points)
- La relation avec la collectivité, la proposition de bilans/reporting (10 points)

2 – Prix de l'offre (40 points)

Ce critère sera jugé sur la base du montant global et forfaitaire annuel en euros TTC. Attention, le candidat est engagé sur le montant global forfaitaire de son offre. Les erreurs matérielles de multiplication, d'addition ou de report seront rectifiées par l'acheteur public, et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le candidat ayant proposé le montant le moins élevé obtiendra la meilleure note, soit 40/40.

Les autres candidats sont notés selon la formule suivante :

$$\text{Pr} / \text{P}^* \times 40 \text{ points}$$

Dans laquelle :

Pr = Montant total en euros TTC le moins élevé parmi les offres des différents candidats : prix repère ;

P* = Montant total en euros TTC concerné.

3 – Performance en matière de protection de l'environnement (10 points)

Ce critère sera analysé sur la base du Mémoire justificatif de l'offre (MJO) du candidat précisant les moyens qu'il mettra en œuvre lors de l'exécution du marché pour répondre à une démarche environnementale. Les actions présentées par le candidat doivent être en lien avec l'objet du marché et ne pas se limiter à des actions générales.

BAREME DE NOTATION DU LOT 1

Critères « Valeur technique » et « Performance en matière de protection de l'environnement »

	NOTE SUR 10	NOTE SUR 20
Très insuffisant	0	0
Insuffisant	2	4
Moyen	4	8
Satisfaisant	6	12
Très satisfaisant	8	16
Excellent	10	20

Des notes intermédiaires pourront être attribuées.

Lot n°2

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1 – Valeur technique de l'offre (55 points)

Ce critère sera analysé sur la base du Mémoire justificatif de l'offre (MJO) du candidat précisant les éléments suivants (le détail de chaque sous-critère figure dans le MJO) :

- La gestion humaine et la méthodologie administrative (40 points)
- La relation avec la collectivité, la proposition de bilans/reporting (15 points)

2 – Prix de l'offre (45 points)

Ce critère sera jugé sur la base du montant global et forfaitaire (A) et du coût horaire de médiation pour la partie à marchés subséquents (B)

A/ Prix forfaitaire (40 points)

Ce sous-critère sera jugé sur la base du montant global et forfaitaire annuel en euros TTC. Attention, le candidat est engagé sur le montant global forfaitaire de son offre. Les erreurs matérielles de multiplication, d'addition ou de report seront rectifiées par l'acheteur public, et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le candidat ayant proposé le montant le moins élevé obtiendra la meilleure note, soit 40/40.

Les autres candidats sont notés selon la formule suivante :

$$\text{Pr} / \text{P}^* \times 40 \text{ points}$$

Dans laquelle :

Pr = Montant total en euros TTC le moins élevé parmi les offres des différents candidats : prix repère ;

P* = Montant total en euros TTC concerné.

B/ Coût horaire de la partie à marchés subséquents (5 points)

Ce sous-critère sera jugé sur la base du coût horaire en euros TTC indiqué dans l'acte d'engagement.

Le candidat ayant proposé le montant le moins élevé obtiendra la meilleure note, soit 5/5.

Les autres candidats sont notés selon la formule suivante :

$$\text{Cr} / \text{C}^* \times 5 \text{ points}$$

Dans laquelle :

Pr = Coût horaire en euros TTC le moins élevé parmi les offres des différents candidats : coût repère ;

P* = Coût horaire en euros TTC concerné.

BAREME DE NOTATION DU LOT 2

Critère « Valeur technique »

	NOTE SUR 15	NOTE SUR 40
Très insuffisant	0	0
Insuffisant	3	8
Moyen	6	16
Satisfaisant	9	24
Très satisfaisant	12	32
Excellent	15	40

Des notes intermédiaires pourront être attribuées.

Pour chacun des lots, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents permettant de justifier qu'il n'est pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner (cf. article 4.2 du présent RC).

NOTA : L'analyse des candidatures s'effectuant après l'examen des offres, l'acheteur ne procédera à la vérification des conditions de participation que du seul titulaire pressenti.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique, si l'opérateur économique concerné se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.2 - Négociation

Dans la mesure où le choix du titulaire sera réalisé à l'issue du jeu de la concurrence, les candidats sont invités à présenter d'emblée leur meilleure offre technique et financière.

En fonction de la qualité des offres qui auront ainsi été faites à l'acheteur public, celui-ci se réservera la possibilité de négocier l'ensemble des offres reçues, et en informera alors les candidats par courriel ou télécopie.

Il pourra également décider de ne pas y recourir et d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales.

La négociation pourra prendre la forme d'un entretien ou d'un échange par voie dématérialisée. L'ensemble des modalités des négociations seront portées à la connaissance des candidats lors de sa mise en place.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

Lorsque les négociations seront achevées, l'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par application des critères de jugement des offres pondérés présentés ci-dessus. A défaut de participation du candidat aux négociations, son offre sera analysée dans sa version initiale.

Article 6 - Remise des candidatures et des offres

6.1 - Documents à fournir par le candidat (enveloppe unique)

6.1.1 - Pièces de la candidature

Les candidats devront remettre l'ensemble des éléments requis à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

A titre facultatif au stade initial de la procédure, le candidat pourra librement décider de remettre les éléments prévus à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

6.1.2 - Pièces de l'offre

Pour chacun des lots le candidat devra remettre :

- L'acte d'engagement et, le cas échéant, son annexe ;
- Le Mémoire justificatif de l'offre (MJO) ou équivalent mentionnant les éléments demandés dans le MJO ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les pièces suivantes, réputées connues des candidats lors du dépôt de leur offre font parties de l'accord-cadre mais ne doivent pas obligatoirement être remises lors du dépôt des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

6.1.3 - En cas de sous-traitance

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions suivantes :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes (article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique) :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2 - Modalités de remise des offres

Les candidats ont l'obligation de faire acte de candidature et de déposer une offre par transmission électronique dans cette procédure.

L'attention des candidats est attirée sur l'impérieuse nécessité de respecter les prescriptions ci-dessous.

La remise des candidatures et des offres **par courrier, télécopie ou courriel** n'est pas admise.

L'offre dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées sera éliminée.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire d'un groupement d'entreprises assure seul la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Pour améliorer **l'efficacité de cette procédure**, il est demandé au candidat de fournir à l'appui de sa candidature **une adresse électronique** permettant une diffusion certaine des informations utiles.

Pour répondre au présent accord-cadre, les candidats doivent se connecter au site Internet suivant :

<https://marches.grandreims.fr>

L'attention du candidat est toutefois attirée sur le fait qu'il devra au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. Les frais d'accès au réseau sont à la charge du candidat.

Schématiquement, le soumissionnaire constitue son pli, le numérise et le dépose sur le site susvisé, et reçoit un accusé de réception indiquant la bonne réception du pli, en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation, la date et l'heure de réception.

En cas de difficulté technique lors d'une tentative de dépôt d'offre électronique, merci de contacter, en priorité, le support technique de la plateforme de dématérialisation, joignable par l'intermédiaire de l'onglet « assistance en ligne ». Un formulaire en ligne est à remplir et permet de récupérer les informations de connexion, de pré-alimenter et d'orienter au mieux la demande. L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h. Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire, ainsi que dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

➤ **Formats et taille des fichiers transmis par le candidat :**

Pour constituer sa candidature et son offre, le candidat devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

FORMAT	VERSION MINIMUM REQUISE
.doc, .docx	Word 2000
.xls, .xlsx, .xlw, .csv	Excel 2000
.dwg, .dwt, .dxf	Autocad 2002
.pdf	Acrobat reader 4
.ppt	Power Point 2000
.html, .htm	Compatible Internet Explorer 5.0
.txt, .rtf	
.xml et .xsl associé .jpg, .gif	
odt, ods, opd, odg	Open office 3.1

Cependant, il est préconisé le format « .pdf » qui permet de réduire les risques de modifications du document d'origine et qui offre la possibilité d'une reproduction fidèle de la source

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent pourra être déclaré nul et non avenu.

➤ **Copie de sauvegarde :**

Le candidat qui effectue une transmission électronique peut transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde doit respecter les conditions suivantes :

- la copie de sauvegarde doit être réceptionnée dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures et des offres.

- la copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE - Société - GF7P501 - Gestion des aires d'accueil des gens du voyage, médiation et animation auprès des familles des gens du voyage – Lot(s) n° ... » et transmise à l'adresse ci-dessous :

Dépôt contre récépissé (dont transporteur)

Communauté urbaine du Grand Reims

C3C Développement et Services à la Population
19 rue du Temple
51100 Reims

Envoi postal

Communauté urbaine du Grand Reims

C3C Développement et Services à la Population
CS80036
51722 Reims cedex

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Sans préjudice des dispositions prévues ci-dessus relatives à la copie de sauvegarde, les offres sont transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

➤ **Les antivirus de vérification du pouvoir adjudicateur – ATTENTION !**

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

6.3 - Signature de l'offre

La signature de l'offre n'est obligatoire qu'au stade de l'attribution de l'accord-cadre, et non lors du dépôt.

Article 7 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

25 rue du Lycée

51036 Châlons-en-Champagne cedex

Tél : 03 26 66 86 87 ; Fax : 03 26 21 01 87

Mail : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Adresse internet : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessus, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) :

- un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA,
- un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA,

- un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA),

- un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

25 rue du Lycée

51036 Châlons-en-Champagne cedex

Tél : 03 26 66 86 87 ; Fax : 03 26 21 01 87

Mail : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Adresse internet : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures>

Article 8 - Données personnelles

Les informations personnelles recueillies dans le cadre du présent accord-cadre ont pour finalité la bonne gestion et le bon suivi de celui-ci. Les données personnelles fournies peuvent faire l'objet d'un traitement informatique et ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée ou de profilage. Elles servent à constituer le dossier marché des opérateurs économiques intéressés à la procédure de passation.

Les données collectées dans le cadre du présent accord-cadre seront conservées pour une durée de 10 ans au sein du service gestionnaire du contrat, puis versées au service des archives pour archivage. Ces données ne seront pas utilisées à d'autres finalités sans le consentement explicite des candidats.

La Communauté urbaine du Grand Reims est le responsable du traitement et les destinataires des données collectées sont les services de la collectivité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les candidats bénéficient d'un droit d'accès.

Les soumissionnaires ont la possibilité de contacter le délégué à la protection des données de la Collectivité pour toute information concernant leurs données à caractère personnel :

dpo@grandreims.fr

Ils peuvent également introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (www.cnil.fr).